

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 FEVRIER 2014

L'an deux mille quatre, le vingt février 2014, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 11 février 2014 avec ordre du jour complémentaire adressé le 14 février 2014, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Adoption à l'unanimité des membres présents et représentés du compte rendu du conseil municipal du 16 décembre 2013.

Le Maire rappelle le décès de M. Patrick MOLINARO, adjoint délégué aux sports, survenu le 10 janvier 2014. Une minute de silence est observée en sa mémoire. Le Maire indique que le poste d'adjoint restera vacant dans la mesure où il n'est pas nécessaire de procéder au remplacement d'un élu dans l'année qui précède le renouvellement des conseillers municipaux et, à plus forte raison, à quelques semaines de la tenue des élections municipales en mars 2014.

L'ordre du tableau du conseil municipal s'en trouvera automatiquement modifié : chacun des adjoints d'un rang inférieur à celui de l'adjoint décédé se trouvant automatiquement promu d'un rang. Dans le cas présent, M. Amédée MATRAIRE devient 7^{ème} adjoint et Mme Sandrine VITALI 8^{ème} adjointe.

Le nouveau tableau des membres du conseil municipal sera communiqué aux services de la Préfecture de l'Isère.

En attendant les prochaines élections municipales, la délégation de M. Patrick MOLINARO sera assurée par le Maire.

Le poste restant vacant, le nombre de conseillers en exercice est donc porté à 32 conseillers.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ – M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND – M. Séverin BATFROI – Mme Nathalie JAMOIS – Mme Valérie BELLE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Amédée MATRAIRE – Mme Sandrine VITALI - M. Yves BERNARD – M. Mohamed BENHAROUGA – Mme Carole BOSCARO – M. Jérôme GIACCHINO – Mme Michèle CHAUSSAMY – M. Lionel FILIPPI – M. Jean-Pierre RAVETTO – Mme. Brigitte GALLO – Mme Annie SUAU-BOURDIS – M. Gaspard LOCICERO – M. Yannick BELLE - Mme Odile BELVEZE – M. Michel BARRIONUEVO – M. Marc-André CRESPIN – Mme Carole GUERAIN – M. André PROCHASSON - Mme Brigitte LENOBLE

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Annie SAUNIER-PLUMAZ pouvoir à Mme Christine DURAND - M. Georges CORNELLA pouvoir à M. Christian COIGNÉ - Mme Micheline CIGNA pouvoir à Mme Assunta ROSIN BEDIN - Mme. Nathalie SEBILLEAU pouvoir à M. Jérôme MERLE - Mme Véronique FERRAZZI pouvoir à M. Yannick BELLE

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	27
Nombre de votants	:	32

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Sandrine VITALI a été désignée comme secrétaire de séance.

DGASR - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2014

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2312-1 instituant un débat d'orientation budgétaire ;

CONSIDERANT que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants et que ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget ;

PRECISE que ce débat vise à présenter les orientations générales autour desquelles s'organiseront le budget principal de la Commune et son budget annexe de l'eau ;

Le conseil municipal en ayant débattu,

Monsieur Le Maire

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après débat,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2014.

DGASR – AFFAIRES JURIDIQUES ET CONTRÔLE INTERNE – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE ACEM
--

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21 7 relatif à la condition d'autorisation du conseil municipal pour que le Maire puisse signer des protocoles, et les articles L. 2131-1 et 2 relatifs aux conditions à respecter pour qu'un acte administratif soit rendu exécutoire ;

VU le Code civil et notamment les articles 2044 à 2058 relatifs à la transaction ;

VU la circulaire NOR ECEM0917498C du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;

VU la circulaire NOR PRMX1109903C du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;

CONSIDERANT que, selon l'acte d'engagement en date du 1^{er} décembre 2011, la Ville de Sassenage a confié à la société ACEM le lot n°3 d'étanchéité du marché de travaux d'extension et de rénovation du centre associatif Saint-Exupéry à Sassenage ;

CONSIDERANT que, dans le cadre de l'exécution de ce lot n°3, l'entreprise ACEM a cumulé 20 absences aux réunions de chantier ainsi que des retards répétés dans l'enchaînement de ses prestations ;

CONSIDERANT que, partant de ces constatations et sur le fondement de l'article 20.1 du CCAG Travaux et de l'article 6 du CCAP, la Ville a été contrainte d'appliquer à ACEM un montant de pénalités arrêté à 99 000 € HT, ramené à 12 864,58 € en application de la limite de 20% du montant total du marché fixée par l'article 6 du CCAP ;

CONSIDERANT que l'entreprise ACEM a sollicité la remise de ces pénalités ;

CONSIDERANT que, parallèlement, l'entreprise ACEM a sollicité le paiement de travaux supplémentaires, ainsi que le versement d'une somme de 5 000 € au titre de « pénalités complémentaires au titre du retard de règlement » ;

CONSIDERANT que les parties se sont rapprochées pour rechercher une solution amiable au litige qui les oppose ;

CONSIDERANT que le recours au protocole transactionnel vise à mettre fin à un litige naissant et à prévenir par la voie amiable un contentieux juridictionnel à venir ;

CONSIDERANT les concessions mutuelles acceptées par l'entreprise ACEM et la Ville de Sassenage, acté dans un protocole d'accord transactionnel ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel avec l'entreprise ACEM,

D'INSCRIRE une dépense de 13 266,68 € TTC au compte budgétaire 678, du budget principal 2014 au titre du poste « travaux supplémentaires et diminution des pénalités de retard » dans le marché du lot étanchéité de l'opération de réfection du centre associatif Saint-Exupéry de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord transactionnel avec l'entreprise ACEM,

D'INSCRIRE une dépense de 13 266,68 € TTC au compte budgétaire 678, du budget principal 2014 au titre du poste « travaux supplémentaires et diminution des pénalités

de retard » dans le marché du lot étanchéité de l'opération de réfection du centre associatif Saint-Exupéry de la Ville de Sassenage.

DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION ET SUPPRESSION DE POSTES
--

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'avis favorable unanime du Comité Technique Paritaire en date du 23 avril 2012 ;

CONSIDERANT le reclassement professionnel pour un personnel reconnu travailleur handicapé ;

INDIQUE la nécessité de créer le poste budgétaire suivant :
1 poste à temps complet d'adjoint administratif 1^{ère} classe

INDIQUE la nécessité de supprimer le poste budgétaire suivant :
1 poste à temps complet d'auxiliaire de puériculture 1^{ère} classe

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER la création et la suppression de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER la création et la suppression de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

DGASP – PÔLE VIE DE LA CITÉ – VERSEMENT D'ACOMPTES DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS
--

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 1612-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 113-2 et R. 113-2 du Code du sport réglementant le financement des clubs sportifs professionnels et définissant les missions d'intérêt général qui entrent dans le cadre des aides qui peuvent être allouées ;

CONSIDÉRANT les obligations financières et de trésorerie inhérentes aux frais de fonctionnement des associations ;

CONSIDÉRANT la nécessité de soutenir financièrement les associations sassenageoises afin de leur permettre de mener leurs activités dans les meilleures conditions ;

PRÉCISE que, dans le cas où une collectivité territoriale n'a pas voté son budget avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, elle peut engager, mandater et liquider les dépenses de la section de fonctionnement jusqu'à l'adoption du budget primitif dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ATTRIBUER un acompte des subventions de fonctionnement votées en 2013 pour les associations sassenageoises ayant déposé un dossier de demande de subvention au titre de l'année 2014 et ayant déjà obtenu une subvention communale en 2013,

DE DIRE que ces dépenses seront mandatées au chapitre 65 compte 6574,

DE PRÉCISER, que ces acomptes représentent une avance et que le montant de cette avance sera déduit du montant total de subvention 2014 attribué à chacune des associations au moment du vote du budget primitif 2014.

	NOM ASSOCIATION	ACOMPTES
Associations sportives	Acca Saint Hubert	200 €
	Amicale boules	350 €
	Club montagnard sassenageois	400 €
	Athletic club sassenageois	450 €
	Aviron	250 €
	Badminton club	750 €
	Cyclotourisme uss	500 €
	Gymnastique volontaire	1 350 €
	Keep cool sassenage	200 €
	Pétanque loisirs sassenage	450 €
	Plan d'eau de l'Ovalie	450 €
	Club de plongée	550 €
	Truite de Sassenage	300 €
	Volley ASS.	250 €
	Archers de l'ovalie	700 €

	Judo club	3 450 €
	Karaté club	750 €
	Natation	5 000 €
	Tennis club	2 350 €
	Tennis de table	2 750 €
	Twirling bâton	1 500 €
	Basket USS	4 500 €
	Football USS	10 750 €
	Futsal	350 €
	Roller hockey "Les Lionceaux"	250 €
	Rugby Sassenage Isere	5 000 €
	AS Fleming	200 €
	Total associations sportives	44 000 €
Associations socio-culturelles et diverses	A.N.A.C.R	100 €
	Académie de Danse Corps et Graphie	32 250 €
	Aide et Action	200 €
	Amicale des Donneurs de sang Bénévoles	150 €
	Les Amis du Château de Sassenage	450 €
	Art et Poterie de Mélusine	200 €
	Association H.E.A.L. -Association Hôpital Enfance Aide par le Multi Loisirs-	265 €
	Association Nationale Croix de Guerre et de la Valeur Militaire	50 €
	Association Crémastite Sassenage - Fontaine - Seyssinet - A.C.S.F.S.	90 €
	Atelier Photographique Sassenageois - A.P.S.	225 €
	Banque Alimentaire	250 €
	Compagnie Les Brigands de la Plume - B.D.L.P.	250 €
	Compagnie Les Bleus de Sassenage	150 €
	Club Temps Libre	200 €
	Association des conciliateurs de justice	50 €
	Confrérie Bleu Vercors Sassenage	750 €
	Environnement et Nature à Sassenage - E.N.S.	4 000 €
	Espoir Sassenage	200 €
	Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie - Tunisie - Maroc - F.N.A.C.A.	250 €
	Gérina Sassenage Folk	100 €
	Groupe Italianisant de Sassenage - G.I.S.	150 €
	Hype In Style	4 750 €
	La Cité - Centre d'Initiation et d'Echange Théâtre de Sassenage	6 750 €

	La route de la soie	175 €
	Les Chœurs de Sassenage	200 €
	Les Chœurs en Fête	150 €
	Restaurants et Relais du Cœur	200 €
	Mozaik du monde	250 €
	Oiseau Club Dauphinois - O.C.D.	150 €
	Orchestre d'Harmonie de Sassenage - Echos des Cuves	2 000 €
	Rigodons et Traditions	500 €
	Sassenage English Friendship	180 €
	Sassenage Philatélie	140 €
	Sauveteurs Secouristes Sassenageois	2 000 €
	Société Mycologique de Sassenage	275 €
	Union des Mutilés et Anciens Combattants - U.M.A.C.	260 €
	Union Nationale des Retraités et Personnes Âgées - U.N.R.P.A.	375 €
	Total associations socio-culturelles et diverses	58 485 €
TOTAL		102 485 €

SCOLAIRES	ACOMPTE
Projets pédagogiques	9 250 €
CLIS	3 500 €
DDEN	60 €
Projets culturels	4 673 €
TOTAL ASSOCIATIONS SCOLAIRES	17 483 €

ANIMATION	ACOMPTE
PNCO	2 250 €
TOTAL	2 250 €

SASS' PARTAGE	ACOMPTE
Sass'Partage	6 500 €
TOTAL	6 500 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ATTRIBUER un acompte des subventions de fonctionnement votées en 2013 pour les associations sassenageoises ayant déposé un dossier de demande de subvention au titre de l'année 2014 et ayant déjà obtenu une subvention communale en 2013,

DE DIRE que ces dépenses seront mandatées au chapitre 65 compte 6574,

DE PRÉCISER, que ces acomptes représentent une avance et que le montant de cette avance sera déduit du montant total de subvention 2014 attribué à chacune des associations au moment du vote du budget primitif 2014.

<p align="center">DGASP - PÔLE VIE DE LA CITÉ - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER LA CONVENTION QUI ENCADRE LE VERSEMENT D'UN ACOMPTÉ DE LA SUBVENTION À L'ASSOCIATION CORPS ET GRAPHIE</p>

Séverin BATFROI,

VU l'article L-1612-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du 20 février 2014 qui approuve le versement d'acomptes de subventions aux associations ;

RAPPELLE qu'a été approuvé le versement d'acomptes 2014 de subventions aux associations, dont un versement à l'association Corps et Graphie de 32 250 €

RAPPELLE que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

INDIQUE que, lorsqu'une subvention atteint un montant supérieur ou égal à 23 000 €, elle doit être encadrée par une convention que le Maire ne peut signer qu'après autorisation du conseil municipal. A défaut, aucun versement ne saurait être autorisé ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous actes utiles à sa mise en œuvre.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous actes utiles à sa mise en œuvre.

<p align="center">DGASP – PÔLE CULTUREL – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT COMMUNAL ALFRED GAILLARD – MISE À DISPOSITION DE SALLE POUR LES ASSOCIATIONS</p>

Séverin BATFROI,

VU l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales précisant que le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune et émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local ;

VU l'article L. 2122-21 1 du Code général des collectivités territoriales précisant que le Maire administre et conserve les propriétés de la commune sous le contrôle du conseil municipal et en exécution de ses décisions ;

VU l'article L. 2144-3 du Code général des collectivités territoriales précisant que le Maire détermine les conditions selon lesquelles des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ;

CONSIDERANT que le Conservatoire à rayonnement communal Alfred Gaillard a pour vocation, dans le cadre de ses activités, de promouvoir et favoriser le développement des pratiques musicales amateurs ;

CONSIDERANT qu'en tant qu'établissement d'enseignement artistique, il est l'un des interlocuteurs privilégiés en matière de ressources et d'information pour les associations ;

CONSIDERANT que le Conservatoire à rayonnement communal Alfred Gaillard a pour mission d'accueillir des ensembles amateurs et leur permettre de pratiquer la musique dans de bonnes conditions ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le modèle type de convention de mise à disposition aux associations des salles de musique,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre des décisions pour la signature de convention de mise à disposition de la grande salle du Conservatoire à rayonnement communal Alfred Gaillard de Sassenage avec chaque association qui en fera la demande.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le modèle type de convention de mise à disposition aux associations des salles de musique,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre des décisions pour la signature de convention de mise à disposition de la grande salle du Conservatoire à rayonnement communal Alfred Gaillard de Sassenage avec chaque association qui en fera la demande.

**DGASP - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION - SERVICE SCOLAIRE -
CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE
FONCTIONNEMENT DES CLASSES D'INTÉGRATION SPÉCIALISÉES**

Christine DURAND,

VU les articles L. 112-1 à 4 et l'article L. 351-1 du Code de l'éducation ;

VU les articles D. 112-1 à 3 et les articles D. 351-3 à 32 du Code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire n° 2009-087 du 17 juillet 2009, parue au BO n°31 du 27 août 2009, sur la scolarisation des élèves handicapés à l'école primaire, actualisation de l'organisation des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) ;

CONSIDERANT que la Ville de Grenoble sollicite auprès des communes une participation financière pour les enfants domiciliés hors de Grenoble qu'elle accueille dans les classes d'intégration spécialisées ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2012-2013, un enfant sassenageois était scolarisé dans une école à Grenoble ;

INDIQUE que le montant de la participation de la Commune de Sassenage pour un enfant s'élève à 1 097 € ;

Après information auprès des membres de la commission enfance/éducation en date du 3 février 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1 097 € euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2012-2013 pour un enfant sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1 097 € euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2012-2013 pour un enfant sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574.

**DGASP - PÔLE FEE – ESPACE FAMILLES - RECONDUCTION DES SÉANCES
D'ANALYSE DE LA PRATIQUE DANS LE CADRE DU LAEP**

Sandrine VITALI,

VU la délibération en date du 13 septembre 2010 concernant la création du Lieu d'Accueil Enfants/Parents (LAEP), tendant à favoriser les échanges entre les parents de jeunes enfants ;

INDIQUE que l'accompagnement à la fonction parentale prévue dans le cadre du LAEP est inscrit dans les finalités de l'action sociale des Caisses d'Allocations Familiales comme une nécessité contemporaine forte pour permettre à l'enfant de se construire dans de bonnes conditions ;

PRECISE que dans ce cadre une supervision externe était prévue pour accompagner les personnels accueillants dans leurs missions au sein du LAEP ;

SOULIGNE la nécessité de reconduire la convention initiale avec l'Ecole des Parents et des Educateurs pour l'année 2014 ;

INDIQUE que les 8 séances d'analyse de la pratique d'une durée de 1h30 se dérouleront à la ludothèque de Sassenage et pour un montant global de 1 060 € ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention avec l'Ecole des Parents et des Educateurs pour l'année 2014,

D'INSCRIRE les crédits budgétaires nécessaires, soit 1 060 €, en dépense du budget primitif principal 2014 de la Ville de Sassenage, au compte d'Imputation budgétaire FAMI-611-PETILIEU.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention avec l'Ecole des Parents et des Educateurs pour l'année 2014,

D'INSCRIRE les crédits budgétaires nécessaires, soit 1 060 €, en dépense du budget primitif principal 2014 de la Ville de Sassenage, au compte d'Imputation budgétaire FAMI-611-PETILIEU.

**DGASP - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION - PETITE ENFANCE - CONVENTION
AVEC DEPANN'FAMILLES**

Sandrine VITALI,

VU les articles L. 2121-29 et L. 2122-21 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que dans le cadre d'une politique de soutien à la famille la Commune de Sassenage a passé une convention avec l'association Dépann'Familles pour des heures de garde à domicile dites « d'urgence » d'enfants de 0 à 6 ans et que cette convention est arrivée à échéance le 31 décembre 2013 ;

PRECISE que la convention de 2013 prévoyait une aide annuelle au financement d'un maximum de 47 heures de garde pour un coût horaire de 19 €, soit un budget annuel de 893 € ;

INDIQUE que sur l'année 2013 le nombre d'heures conventionnées pour la garde des enfants de moins de 6 ans a été insuffisant et dépassé de 1h30 qui n'a pas été facturée à la Commune ;

PRECISE que la participation financière ne porte que sur les heures réalisées et que le montant horaire en 2014 est de 19,50 € de l'heure ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec l'association Dépann'Familles pour l'octroi de 53 heures dites « d'urgence », soit 6 heures supplémentaires par rapport à l'année passée, et pour un budget annuel total de 1 033,50 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer une nouvelle convention avec l'association Dépann'Familles pour l'octroi de 53 heures dites « d'urgence », soit 6 heures supplémentaires par rapport à l'année passée, et pour un budget annuel total de 1 033,50 €.

DGASP - PÔLE FEE - MULTI-ACCUEIL LES LUCIOLES - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT POUR 2014-2017 AVEC LA CAF

Sandrine VITALI,

VU les articles L.2121-29 et L.2122-21 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que la convention d'objectifs et de financement 2010-2013 passée entre la Ville de Sassenage et la Caisse d'Allocations Familiale de l'Isère (CAF) arrive à son terme et que la CAF nous sollicite pour son renouvellement pour les années 2014-2017 ;

PRECISE que la convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « établissement de jeunes enfants 0-6 ans » par la CAF pour le multi-accueil Les Lucioles ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la CAF la convention d'objectifs et de financement 2014-2017 pour l'accueil des enfants de 0-6 ans.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la CAF la convention d'objectifs et de financement 2014-2017 pour l'accueil des enfants de 0-6 ans.

<p align="center">DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC VINCI IMMOBILIER RÉSIDENTIEL</p>

Christian COIGNÉ,

VU le Code de l'urbanisme en ses articles L. 332-11-3 et suivants et ses articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 ;

CONSIDERANT le projet de convention et ses annexes dressés avec la société Vinci Immobilier Résidentiel (VIR) et la Ville de Sassenage ;

CONSIDERANT que la société VIR a déposé le 2 août 2013 une demande de permis de construire sur les parcelles cadastrées BI n° 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 96, 97, 98 et 99 visant à la création d'un ensemble immobilier résidentiel de 199 logements sur la zone 1AUc du Plan Local d'Urbanisme en vigueur au lieu dit « Les Côtes » ;

CONSIDERANT qu'une étude de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG) prévoit une progression des effectifs du groupe scolaire Rivoire de la Dame dont dépend cette opération, pour atteindre, en lien avec le projet du Domaine de Beaurevoir, un effectif scolaire total (élémentaire et maternelle) de 200 élèves en 2021, dont 140 en élémentaire et 60 en maternelle, contre actuellement 147 élèves dont 50 en maternelle et 97 en élémentaire ;

INDIQUE que ce projet nécessite la création d'une classe supplémentaire dès la rentrée scolaire 2017 du fait de la livraison de sa première tranche, et d'une classe supplémentaire en 2018 ;

INDIQUE que l'étude de l'extension du groupe scolaire a été confiée au cabinet d'architectes METIS dont il ressort que la création des classes supplémentaires entraînerait une reconfiguration conséquente de l'établissement existant, du fait notamment des contraintes normatives applicables aux ERP. Cette extension implique ainsi la suppression du préfabriqué existant, l'extension des deux cours d'école et la création d'un nouvel équipement multisports en remplacement de celui existant dans la cour qui ne peut être maintenu à cet endroit du fait de ces aménagements ;

INDIQUE que le coût du projet d'extension du groupe scolaire, honoraires et études compris, a été estimé à 1 135 000 € HT auxquels s'ajoutent 130 000 € HT pour la plateforme multisports implantée en contrebas du groupe scolaire ;

PRECISE que ces projets ont été soumis aux représentants des parents d'élèves, riverains et enseignants du groupe scolaire Rivoire de la Dame qui ont exprimé un avis favorable ;

PRECISE que le calendrier prévisionnel prévoit que la première phase de travaux se déroulerait au printemps-été 2017 et la deuxième au printemps-été 2018 ;

INDIQUE que l'opportunité de créer un chemin piétonnier sécurisé sur le terrain d'assiette de l'opération, en parallèle de la rue Pierre Dalloz qui ne peut être aménagée du fait de sa largeur et sa topographie, a été évoquée à l'occasion de la concertation préalable avec la population sur le projet. Il a ainsi été convenu entre la Commune et VIR la cession d'une bande de terrain à titre gratuit au profit de la Commune pour 3 321 m² afin d'y aménager un cheminement paysager délimité par une clôture et un portail pour un coût total de 37 000 € HT ;

INDIQUE qu'afin de permettre le financement de ces équipements à due proportion de l'intérêt de VIR et de la Commune de Sassenage, a été rédigé une convention de Projet Urbain Partenarial au sens des articles L. 332-11.3, L. 332.11.4 et L. 311-4 du Code de l'urbanisme sur la base du tableau financier suivant :

	Coût en € HT	Coût en € TTC	Coût de revient net FCTVA déduit	Subvention DEIR	Subvention CG38	Coût net subventions déduites	Pourcentage prise en charge Commune	Montant à charge Commune	Pourcentage prise en charge VIR	Montant à charge VIR
Extension du groupe scolaire Rivoire	1 135 000,00	1 362 000,00	1 147 335,18	227 000,00	227 000,00	693 335,18	15,68%	108 714,96	84,32%	584 620,22
Aire Multisports	130 000,00	156 000,00	131 412,84	0,00	13 141,28	118 271,56	50%	59 135,78	50,00%	59 135,78
Aménagement chemin piéton	37 000,00	44 400,00	37 402,12	0,00	0,00	37 402,12	100%	37 402,12	0,00%	0,00
Total Projet urbain partenarial	1 302 000,00	1 562 400,00	1 316 150,14	227 000,00	240 141,28	849 008,85	-	205 252,85	-	643 756,00

Le coût total du projet net de Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) a été arrêté à 1 316 150.14 €, duquel ont été déduites les subventions d'équipement prévisionnelles comme imposé par la loi, soit un coût net de 849 008.85 € pour les trois équipements ;

Pour l'extension du groupe scolaire, il est proposé de mettre à la charge de VIR 84.32 % du coût net (soit 584 620.22 €) et 15.68 % à charge de la Commune (soit 108 714.96 €), ce pourcentage correspondant à la part des 199 logements créés par le projet VIR sur le nombre total de 236 logements projetés sur le secteur des Côtes sur la période 2016-2019, selon l'étude de l'AURG ;

Pour l'aire multisports, compte tenu du fait que cet équipement est également ouvert au public en dehors des temps scolaires, il est convenu que 50%, soit 59 135.78 € nets, seront supportés par VIR en compensation du réaménagement de la cour d'école et 50 % par la Commune représentant la part d'intérêt général ;

Pour l'aménagement du chemin piéton, la convention prévoit que le foncier nécessaire sera cédé à titre gratuit par VIR à la Commune qui assurera dès lors la charge d'entretien de cet espace et 100 % du coût d'aménagement (clôture, portail, cheminement, aménagements paysagers) soit 37 402.12 € ;

La participation totale prise en charge par la Ville de Sassenage est donc arrêtée à 205 252.85 € et celle de VIR à 643 756 € nets et la convention définit les modalités d'application, de réalisation des aménagements et le calendrier de versement des sommes dûes ;

Après avis de la commission urbanisme en date du 29 janvier 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la société VIR la convention de PUP définissant les contributions aux équipements publics des propriétaires et fixant les modalités de participation de chacune des parties,

D'EXONERER, comme en dispose l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, les terrains situés dans le périmètre de la convention de la part communale de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention,

DE DIRE que les participations seront réglées selon le calendrier de versement décrit à l'article 4.2 de la convention PUP,

DE DIRE que la Ville de Sassenage s'engage à réaliser les travaux d'équipement conformément au calendrier précisé à l'article 5 de la même convention,

DE DIRE que les formalités de publicité spécifiques au PUP telles que prévues à l'article R.332-25-2 du Code de l'urbanisme seront également respectées.

Cette recette figurera sur la ligne budgétaire URBA/1328 et sera inscrite sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme visé à l'article L.332-29 du Code de l'urbanisme.

Considérant que les éléments d'information présentés ne sont pas suffisants, certains élus ne souhaitent pas prendre part au vote.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT QUATRE voix POUR, M. Christian COIGNÉ – Mme Annie SAUNIER-PLUMAZ - M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND – M. Séverin BATFROI – Mme Nathalie JAMOIS – Mme Valérie BELLE - M. Philippe EVRARD - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Amédée MATRAIRE – Mme Sandrine VITALI - M. Georges CORNELLA – Mme Micheline CIGNA - M. Yves BERNARD – M. Mohamed BENHAROUGA – Mme Carole BOSCARO – M. Jérôme GIACCHINO – Mme Michèle CHAUSSAMY – M. Lionel FILIPPI – M. Jean-Pierre RAVETTO – Mme. Brigitte GALLO – Mme Annie SUAUBOURDIS – M. Gaspard LOCICERO – Mme. Nathalie SEBILLEAU**

*** HUIT NPPV (ne prend pas part au vote), M. Yannick BELLE - Mme Odile BELVEZE – M. Michel BARRIONUEVO – Mme Véronique FERRAZZI – M. Marc-André CRESPIN – Mme Carole GUERAIN – M. André PROCHASSON - Mme Brigitte LENOBLE**

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la société VIR la convention de PUP définissant les contributions aux équipements publics des propriétaires et fixant les modalités de participation de chacune des parties,

D'EXONERER, comme en dispose l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, les terrains situés dans le périmètre de la convention de la part communale de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention,

DE DIRE que les participations seront réglées selon le calendrier de versement décrit à l'article 4.2 de la convention PUP,

DE DIRE que la Ville de Sassenage s'engage à réaliser les travaux d'équipement conformément au calendrier précisé à l'article 5 de la même convention,

DE DIRE que les formalités de publicité spécifiques au PUP telles que prévues à l'article R.332-25-2 du Code de l'urbanisme seront également respectées.

Cette recette figurera sur la ligne budgétaire URBA/1328 et sera inscrite sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme visé à l'article L.332-29 du Code de l'urbanisme.

<p align="center">DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL - AMÉNAGEMENT DU CHEMIN RURAL DU CLAPÉRO</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU le Code de l'urbanisme en ses articles L. 332-11-3 et suivants et ses articles R. 332-25-1 à R. 332-25-3 ;

CONSIDERANT le projet de convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Messieurs GAUTHIER et GINET et la Commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que deux propriétaires riverains d'un chemin rural appartenant à la Ville de Sassenage, Monsieur GAUTHIER et Monsieur GINET, ont exprimé le souhait d'urbaniser les terrains leur appartenant aux abords de ce chemin, tels que ces droits résultent de l'application du PLU en vigueur, et ce après le retrait du projet d'un troisième propriétaire qui a choisi une desserte de son tènement via l'opération « Le parc des Engenières » ;

INDIQUE qu'une étude d'aménagement du chemin rural a été effectuée pour permettre l'établissement des réseaux et de la voirie nécessaires aux constructions futures ;

INDIQUE que, au stade de l'avant projet, le coût estimatif de cette infrastructure de voirie comprenant tous travaux, honoraires divers et les acquisitions foncières nécessaires pour son élargissement, a été arrêté à 216 063.21 € HT suivant le descriptif joint à la convention ;

INDIQUE qu'afin de permettre le financement de ces équipements à due proportion de l'intérêt des deux propriétaires riverains et de la Commune de Sassenage, il a été rédigé une convention de Projet Urbain Partenarial au sens des articles L. 332-11-3, L. 332-11-4 et L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

PRECISE que cette convention met 20 984 € HT du montant des aménagements à la charge de la Ville de Sassenage, 78 616.12 € à la charge de Monsieur GAUTHIER et 116 462.72 € HT à la charge de Monsieur GINET ;

Après avis de la commission urbanisme en date du 29 janvier 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec Messieurs GAUTHIER et GINET la convention de PUP définissant les contributions aux équipements publics des propriétaires et fixant les modalités de participation de chacune des parties,

D'EXONERER, comme en dispose l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, les terrains situés dans le périmètre de la convention de la part communale de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la signature de la convention,

DE DIRE que les participations seront réglées selon le calendrier de versement décrit à l'article 4.2 de la convention PUP,

DE DIRE que la Ville de Sassenage s'engage à réaliser les travaux d'équipement conformément au calendrier précisé à l'article 5 de la même convention,

DE DIRE que les formalités de publicité spécifiques au PUP telles que prévues à l'article R. 332-25-2 du Code de l'urbanisme seront également respectées.

Cette recette figurera sur la ligne budgétaire URBA/1328/CLAP et sera inscrite sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme visé à l'article L.332-29 du Code de l'urbanisme.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec Messieurs GAUTHIER et GINET la convention de PUP définissant les contributions aux équipements publics des propriétaires et fixant les modalités de participation de chacune des parties,

D'EXONERER, comme en dispose l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, les terrains situés dans le périmètre de la convention de la part communale de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la signature de la convention,

DE DIRE que les participations seront réglées selon le calendrier de versement décrit à l'article 4.2 de la convention PUP,

DE DIRE que la Ville de Sassenage s'engage à réaliser les travaux d'équipement conformément au calendrier précisé à l'article 5 de la même convention,

DE DIRE que les formalités de publicité spécifiques au PUP telles que prévues à l'article R. 332-25-2 du Code de l'urbanisme seront également respectées.

Cette recette figurera sur la ligne budgétaire URBA/1328/CLAP et sera inscrite sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme visé à l'article L.332-29 du Code de l'urbanisme.

<p align="center">DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – BILAN 2013 DES CESSIONS ET ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES</p>
--

Christian COIGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2241-1 alinéa 2, modifié par la loi n°2009-526 du 12 mai 2009 article 121 ;

INDIQUE que la loi du 8 février 1995 prévoit la présentation en conseil municipal du bilan des cessions et des acquisitions immobilières réalisées par la Commune durant l'exercice précédent ;

PRECISE que ce bilan doit être annexé au compte administratif de la Ville de Sassenage ;

Après avis de la commission urbanisme du 29 janvier 2014 ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE PRENDRE ACTE du bilan des cessions et acquisitions immobilières de l'année 2013 tel que figurant dans le tableau ci-dessous :

Nature du bien	Localisation	Références cadastrales	Superficie	Vendeur	Acquéreur	Montant
Terrain non bâti	Angle rues F. Blumet et du 8 mai 1945	AV 136	413 m ²	TASCA	Commune	10 300 €
Local commercial	1 rue de la République	BD 343	194 m ²	Commune	SCI CM8	45 000 €
Terrains non bâtis	Pont Charvet	D 131p	402 m ²	Commune	Consorts DURAND	Echange sans soulte
		D 126p, D 129p	624 m ²	Consorts DURAND	Commune	
Terrain non bâti	Rue de la Cure	BD 332	164 m ²	Association diocésaine de Grenoble	Commune	0 €
Terrain non bâti	Rue des Blondes, chemin du Billery	AY 347, AY 384, AY 386	3811 m ²	SCI L'Esplanade	Commune	0 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE du bilan des cessions et acquisitions immobilières de l'année 2013 tel que figurant dans le tableau ci-dessus.

DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - TRAVAUX À L'ÉCOLE DES PIES - AUTORISATION D'URBANISME

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales en son article L. 2122-21 1^{er} alinéa ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L.421-1 et suivants, R.423-1 ;

INFORME que la Commune de Sassenage envisage de réaliser des travaux à l'école des Pies, située sur la parcelle cadastrée section BB n° 77, entre le bâtiment d'enseignement et le parc de Messkirch ;

PRECISE que ces travaux ont pour objet l'agrandissement de la cantine pour 49,21 m² de surface plancher créés portant ainsi la surface totale à 168,21 m² ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'HABILITER le Maire à déposer les autorisations d'urbanisme relatives aux travaux mentionnés ci-dessus concernant le site de l'école des Pies, situé sur la parcelle cadastrée section BB n°77.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'HABILITER le Maire à déposer les autorisations d'urbanisme relatives aux travaux mentionnés ci-dessus concernant le site de l'école des Pies, situé sur la parcelle cadastrée section BB n°77.

DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN MARCHÉ RELATIF AUX VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES OBLIGATOIRES
--

Yves BERNARD,

VU le Code général des collectivités territoriales en son article 2122-21 alinéa 6 ;

VU le Code des marchés publics et notamment son article 8 ;

VU la délibération du conseil municipal du 26 septembre 2013 ;

CONSIDERANT les avis d'appels public à concurrence publiés au JOUE le 2 novembre 2013 et au BOAMP le 5 novembre 2013 ;

CONSIDERANT l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du groupement de commandes du 15 janvier 2014 ;

RAPPELLE qu'une délibération autorisant la signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre les communes de la rive gauche du Drac, ayant pour objet la vérification périodique obligatoire, a été votée au conseil municipal du 26 septembre 2013 ;

RAPPELLE que le groupement de commandes ainsi constitué regroupe les communes de Fontaine, Noyarey, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Veurey, le Syndicat intercommunal de la Rive Gauche du Drac, leurs CCAS et leurs établissements publics associés, dans le but d'obtenir de meilleurs prix de la part des fournisseurs et de réaliser ainsi des économies substantielles sur l'achat de plusieurs familles de fournitures et de services ;

RAPPELLE au conseil municipal que le Syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac (SIRD) est coordonateur de ce groupement pour la passation du marché en lien avec la Commune de Sassenage qui a apporté son aide technique et administrative ;

PRECISE qu'il convient d'approuver le choix des entreprises pour la réalisation des prestations de chaque lot conformément au règlement de la consultation, à savoir 40 % pour la valeur technique et 60 % pour le prix ;

INFORME que 32 offres ont été déposées dans les délais fixés par le règlement de la consultation pour l'ensemble des lots ;

INDIQUE, qu'en application des critères énoncés ci-dessus, les offres les plus économiquement avantageuses réparties par lots sont les suivantes :

- lot 1 contrôle des installations électriques et des éclairages de sécurité : offre de DEKRA pour un montant de 4 130 € HT soit 4 956 € TTC,
- lot 2 contrôle des installations de gaz combustible et hydrocarbure : offre de SOCOTEC pour un montant de 880 € HT soit 1 056 € TTC,
- lot 3 contrôle des installations des moyens de secours : offre de SOCOTEC pour un montant de 200 € HT soit 240 € TTC,
- lot 4 contrôle des ascenseurs : offre de DEKRA pour un montant de 450 € HT soit 540 € TTC,
- lot 5 contrôle des appareils et accessoires de levage : offre de DEKRA pour un montant de 485 € HT soit 582 € TTC,
- lot 6 contrôle des aires de jeux collectives : offre de APAVE pour un montant de 560 € HT soit 672 € TTC,
- lot 7 contrôle des équipements sportifs : offre de DEKRA pour un montant de 1 760 € HT soit 2 112 €.

PROPOSE au conseil municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les marchés évoqués ci-dessus ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les marchés évoqués ci-dessus ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - SUBVENTIONS SOLLICITÉES
AUPRÈS DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DETR**

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2334-19 à L. 2334-31-1 et R. 2334-23 et 24 ;

VU l'arrêté du 12 mars 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ;

CONSIDERANT que deux opérations programmées sur l'année 2014 peuvent donner lieu à une subvention de l'Etat au titre de la DETR 2014 à savoir :

- l'extension du groupe scolaire des Pies,
- la construction de vestiaires de football de catégorie 5.

CONSIDERANT le plan de financement pour l'extension du groupe scolaire des Pies indiqué ci-dessous :

Financement	Montant de la subvention attendue (en € HT)	Date de la demande	Ville de Sassenage	Taux
DETR	25 800	10/01/2014		20%
Autofinancement			103 200	80%
TOTAL			129 000	100%

CONSIDERANT le plan de financement pour la construction de vestiaires de football indiqué ci-dessous :

Financement	Date de la demande	Date de la réponse	Montant de la subvention attendue (en € HT)	Ville de Sassenage	Taux
DETR	10/01/2014	en attente	120 800		20%
Département	29/08/2013	28/01/2014	0		0 %
Autofinancement				483 200	80%
TOTAL				604 000	100%

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER les subventions évoquées ci-dessus,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et signer les différents documents afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER les subventions évoquées ci-dessus,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et signer les différents documents afférents.

**DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX - SUBVENTION SOLLICITÉE AUPRÈS
DE L'AGENCE DE L'EAU**

Philippe EVRARD,

VU l'article L. 2224-7-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'engagement 129 du Grenelle de l'environnement qui prévoit un plan ECOPHYTO 2018 de réduction des usages de pesticides ;

VU la délibération de la Ville de Sassenage en date du 4 juillet 2011 relative à l'adoption de l'Agenda 21 local ;

VU la délibération de la Ville de Sassenage en date du 16 décembre 2013 relative à la signature de la charte de la FREDON « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages » ;

CONSIDERANT que dans le cadre de son agenda 21, la Ville de Sassenage souhaite mettre en place un plan de désherbage intégralement manuel et mécanique des voiries et espaces verts de la commune ;

CONSIDERANT que l'achat d'un engin de type désherbeur mécanique doit être envisagé pour exécuter la prestation ;

PRECISE que ce type d'investissement peut bénéficier d'une aide financière de l'Agence de l'eau ;

CONSIDERANT le plan de financement suivant :

Financement	Montant de la subvention attendue (HT)	Autofinancement	Taux
Agence de l'eau	13 945		50%
		13 945	50%
TOTAL		27 890	100%

PROPOSE au conseil municipal :

DE SOLLICITER l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la demande de subvention.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE SOLLICITER l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à la demande de subvention.

<p align="center">DAE – PÔLE ACHATS ET MOYENS GÉNÉRAUX – MODIFICATION DU GUIDE INTERNE DE L'ACHAT</p>
--

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22 ;

VU le Code des marchés publics et notamment son article 26 ;

VU la délibération du 17 décembre 2012 adoptant le guide interne de l'achat pour la Commune de Sassenage ;

VU le décret 2013-1259 du 27 décembre 2013 portant modification des seuils applicables aux marchés publics à compter du 1^{er} janvier 2014 ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le guide de l'achat en application du décret susvisé ;

PROPOSE au conseil municipal :

DE MODIFIER le guide interne de l'achat fixant les règles de fonctionnement à la Commune de Sassenage relatives à la passation des marchés publics et aux modalités de publicité et de mise en concurrence des marchés à procédure adaptée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE MODIFIER le guide interne de l'achat fixant les règles de fonctionnement à la Commune de Sassenage relatives à la passation des marchés publics et aux modalités de publicité et de mise en concurrence des marchés à procédure adaptée.

DAE – PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS RUE DE CLÉMENCIÈRE - SAISINE DU SEDI

Yves BERNARD,

VU le Code général des collectivités territoriales et son article L. 2121-29 ;

VU la délibération municipale décidant du transfert de la maîtrise d'ouvrage publique de l'alimentation en électricité basse tension de la Commune de Sassenage au SEDI (Syndicat des Energies du Département de l'Isère) ;

VU l'avant projet d'enfouissement des réseaux aériens implantés le long de la rue de Clémencière, accompagné d'une estimation prévisionnelle remise par SEDI ;

CONSIDERANT que la Commune de Sassenage a transféré au SEDI par voie délibérative la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble du réseau d'alimentation en électricité basse tension présent sur son territoire ainsi que les opérations d'enfouissement des réseaux aériens ;

CONSIDERANT que la Commune de Sassenage a prévu, au titre de son programme d'investissements 2014, de procéder à l'aménagement de la rue de Clémencière dans sa portion comprise entre la R.D 1532 et le chemin du Bac ;

CONSIDERANT que, préalablement à cet aménagement, la Ville souhaite procéder à l'enfouissement des réseaux aériens qui longent cette voie ;

INDIQUE que pour permettre ces travaux préalables, la Commune sollicite le SEDI pour acter ce projet d'enfouissement des réseaux aériens le long de la rue de Clémencière et lancer l'ensemble des études et autres procédures nécessaires ;

PRECISE que l'ensemble des crédits nécessaires à cette opération d'aménagement et d'enfouissement figurent sur le compte BETVOI 2041581 CLEM ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER le programme prévisionnel de travaux remis par le SEDI,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous actes afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le programme prévisionnel de travaux remis par le SEDI,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous actes afférents.

DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE – RÉGULARISATION FONCIÈRE LE CLOS RIMBAUD

Christian COIGNÉ,

VU les articles L. 2242-1 et 4 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 1121-4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 26 septembre 2013 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 30 mai 2013 ;

CONSIDERANT la délibération en date du 30 mai 2013 par laquelle le conseil municipal a accepté la cession gratuite au profit de la Commune de Sassenage des parcelles cadastrées AS 387p, AS 388p et AS 389p représentant une superficie totale de 293 m² appartenant à la société Grenoble Développement Construction (GDC) ;

CONSIDERANT la proposition de la société Grenoble Développement Construction (GDC) datée du 13 février 2014 de procéder également à la cession gratuite au profit de la Commune de deux petites parcelles situées le long du ruisseau de Pierre Hébert et du chemin qui prolonge la rue Rimbaud ;

CONSIDERANT le fait que ces parcelles non bâties correspondent aux berges du ruisseau, qu'elles sont situées sur la rive opposée du cours d'eau par rapport à l'opération immobilière le Clos Rimbaud et qu'elles correspondent actuellement à du domaine public de fait ;

PROPOSE au conseil municipal :

D'ACCEPTER la cession gratuite au profit de la Commune de Sassenage des parcelles cadastrées AS 33 et AS 48 représentant une superficie respective de 11 et 18 m² et appartenant actuellement à la société Grenoble Développement Construction (GDC),

D'AUTORISER le Maire à signer tous les actes afférents à cette cession.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ACCEPTER la cession gratuite au profit de la Commune de Sassenage des parcelles cadastrées AS 33 et AS 48 représentant une superficie respective de 11 et 18 m² et appartenant actuellement à la société Grenoble Développement Construction (GDC),

D'AUTORISER le Maire à signer tous les actes afférents à cette cession.

**DGASR – PÔLE RESSOURCES HUMAINES ET COMPÉTENCES – CRÉATION ET
SUPPRESSION DE POSTES**

Christian COIGNÉ,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

CONSIDERANT l'inscription sur les listes d'aptitude de promotion interne au titre de l'année 2014 et concours des catégories A et B du personnel communal ;

INDIQUE la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- 1 poste à temps complet d'attaché,
- 1 poste à temps complet de technicien,
- 1 poste à temps complet de rédacteur,

PROPOSE au conseil municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME.
SASSENAGE, le 24 février 2014



Le Maire

Christian COIGNÉ.

Affichage le : 24 février 2014